

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES  
COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE MODIFICATIF  
portant autorisation d'une installation  
classée pour la protection  
de l'environnement

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

DB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° IC 20038278

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole .
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des ) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1er août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 12 juin 2006 établissant le 3ème programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 31 janvier 1972 permettant à M. Jean-Pierre MERCIER d'exploiter à ST GILLES VIEUX MARCHE au lieu-dit « Le Rumelen » (section ZR n° 12) un élevage avicole de 7660 dindes de chair (soit 22980 animaux-équivalents) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 autorisant M. Gilles BOSCHER à exploiter à ST GILLES VIEUX MARCHE au lieu-dit « Le Rumelen » (section ZP n° 69 et 14) un élevage avicole de 25000 dindes et dindons de chair (soit 75000 animaux-équivalents) ;

VU la demande présentée par M. et Mme Gilles et Anne BOSCHER en vue de la reprise à ST GILLES VIEUX MARCHE au lieu-dit « Le Rumelen » (section ZR n° 12) de l'élevage avicole de 22980 animaux-équivalents, déclaré au nom de M. Jean-Yves MERCIER, en extension de l'élevage avicole de 75000 animaux-équivalents exploité à ST GILLES VIEUX MARCHE au lieu-dit « Le Rumelen » (ZP n° 14, 69 et 70) et à installer et exploiter, à cette adresse, une unité de fabrication d'engrais et supports de cultures ;

VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 31 août 2006 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques en séance du 15 décembre 2006 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## A R R E T E

ARTICLE 1er : Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 sont modifiées comme suit :

M. et Mme Gilles et Anne BOSCHER demeurant en SAINT GILLES VIEUX MARCHE au lieu dit « Le Rumelen » sont autorisés à exploiter à cette adresse (section ZP n° 14, 69 et 70 et section ZR n° 12), un élevage avicole dont la capacité maximale est de 97 980 animaux équivalents volailles de chair (poulets, dindes, pintades) en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter quantité d'azote produite à 18 650 kg par an.

Il est également donné acte aux éleveurs de leur déclaration par laquelle ils font connaître qu'ils vont exploiter également, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 285 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 est modifiée comme suit :

**Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes) :**

## **2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :**

2.1.1. - La surface des poulaillers exploités par M. et Mme Gilles et Anne BOSCHER ne devra pas dépasser 4496 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit. Les exploitants prennent toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - Les pétitionnaires devront utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

2.1.6. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. Les exploitants prennent toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.7. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les exploitants doivent veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage. Les exploitants adoptent toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais des exploitants, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 sont modifiées comme suit :

### **Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures :**

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

## **3.1 - Installation de compostage.**

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, les exploitants disposeront d'un hangar avec une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - Les exploitants disposeront des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature du présent arrêté.

### 3.2. - **Exploitation - entretien.**

#### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### 3.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et les exploitants doivent s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

Les exploitants doivent disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.2.3.2. Les exploitants doivent tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, les pétitionnaires devront obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 3.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

Les exploitants doivent respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, les exploitants mettent en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, les exploitants sont tenus de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, ils devront procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires. Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

### **3.3. - Gestion des flux - Traçabilité**

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des enlèvements est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre les exploitants, le transporteur et l'agriculteur. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse.

Les exploitants doivent fournir au début de chaque année civile aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales; et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Les exploitants sont tenus d'avertir le service d'inspection installation classée de toute anomalie dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la gestion réglementaire et de proposer une mesure alternative aux moyens de gestion des déjections restant disponibles. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

### **3.4. - Autres**

3.4.1. - Les travaux prévus à l'article (plate-forme de compostage) seront réalisés dans un délai de 3 mois à compter de la date de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 4 Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 sont modifiées comme suit :

**Résorption** : par transfert : 11 900 kg d'azote

ARTICLE 5 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2005 susvisé sont maintenues.

ARTICLE 6 : La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 8 : L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 : Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de ST GILLES VIEUX MARCHE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. et Mme Gilles et Anne BOSCHER.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 31 janvier 1972 susvisé.

ARTICLE 11 : Délai et voie de recours (L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif (sis : Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 12 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
La Sous-Préfète de DINAN,  
Le Maire de ST GILLES VIEUX MARCHE,  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 14 FEV. 2007

Le Préfet,

Pour le PRÉFET,  
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT